

## « Nouveautés, défis et opportunités pour la gouvernance locale au Maroc »

### Atelier de travail

3 Mai 2016, Tanger, Maroc

Le 03 mai 2016 a eu lieu à l'hôtel Hilton Garden Inn de Tanger, le troisième atelier de travail, organisé par l'OCDE en collaboration avec la Direction Générale des collectivités locales (DGCL) du Ministère de l'Intérieur marocain et avec le soutien financier du Ministère fédéral des affaires étrangères d'Allemagne, sous le thème «Nouveautés, défis et opportunités pour la gouvernance locale au Maroc».

A l'instar des éditions de Rabat (04 novembre 2015) et Marrakech (25-26 février 2016), cet atelier avait pour objectif de développer les capacités des élus et fonctionnaires marocains pour relever le défi du renforcement des compétences des Collectivités Locales telles que définies par les Lois organiques. Ont pris part à l'atelier, des représentants du Gouvernement et du Ministère de l'Intérieur marocains, des élus locaux de la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, des experts venus de France et d'Espagne ainsi que des analystes en politiques publiques du Secrétariat de l'OCDE.

Cet atelier de travail a permis aux participants d'analyser les défis et opportunités du nouveau mode de gouvernance locale stipulé par les lois organiques relatives aux régions et aux municipalités notamment en matière de répartition des compétences entre niveaux de gouvernement, de libre administration, de solidarité interrégional, de participation citoyenne et de gouvernance des finances locales.

Allocution d'ouverture de  
M. Abdelkrim Kabli Secrétaire  
Général de la Wilaya de Tanger





### **Les points forts de cette rencontre sont les suivants :**

- Les représentants de la DGCL ont présenté les contours du nouveau dispositif de « gouvernance libre » et des mécanismes d'accompagnement mis en place pour assurer la conformité avec la loi mais aussi la bonne gestion locale.
- Les intervenants et participants ont pu échanger sur le renforcement des capacités financières des administrations infranationales et la coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Des précisions ont été apportées aux élus sur les prérogatives et moyens des autorités locales en matière de finances locales ainsi que sur les mesures d'accompagnement envisagées (Fonds de soutien technique et financier et Caisse de solidarité entre régions). L'analyse comparative avec les pays de l'OCDE a permis d'établir des pistes de travail pour affronter les défis que sont l'organisation et la maîtrise des dépenses locales ainsi que la solidarité entre territoires.
- Les élus locaux ont pu présenter les défis qui sont les leurs pour assurer la rentabilité et l'efficacité des actions menées dans le cadre de leurs nouveaux mandats : les ressources humaines, la formation des élus, la communication interne entre élus et fonctionnaires locaux, l'utilisation des nouvelles technologies, l'organisation des interactions avec les citoyens et la clarification des sources de revenu au niveau infranational.
- A la lumière de la présentation de l'utilisation des nouvelles technologies par la province de Biscaye (Espagne) pour entretenir un lien direct avec le citoyens et améliorer la qualité des services publics locaux, les élus locaux ont pu partager leurs expériences réussies et leurs difficultés pour adopter une plus grande démarche participative.
- La mise en valeur des bonnes pratiques de l'Agence pour la Promotion et le Développement du Nord en matière planification, de participation citoyenne et de développement intégré ont permis d'établir des pistes de coopération avec les élus locaux.

Le travail d'information et de sensibilisation aux nouvelles dispositions législatives et mesures d'accompagnement mises en œuvre par les autorités centrales ; le travail d'identification des besoins de renforcement de capacités des autorités locales et la partage de bonnes pratiques de gouvernance locale permettent de contribuer utilement à la mise en œuvre du processus de régionalisation avancée.



Intervention de M. Bastien Sayen, Directeur des Finances, Conseil départemental du Gard, France

Pour plus d'informations, prière de contacter Mme. Charlotte Denise-Adam: [charlotte.denise-adam@oecd.org](mailto:charlotte.denise-adam@oecd.org) et visiter le site [www.oecd.org/mena/governance/](http://www.oecd.org/mena/governance/)